

Italie et Albanie. — Convention internationale de 1921. — Les traités de Tirana de 1926 et 1927. — Proposition d'Anschluss italo-albanais.

D'une manière générale on peut dire que dans la péninsule balkanique, la politique italienne est une politique de désunion. Elle peut être assimilée à l'ancienne politique, si dangereuse pour la paix, qu'exerçaient dans l'Europe centrale et orientale, avant 1914, les diplomates austro-hongrois, entretenant, à cette époque, contre toute possibilité, contre toute éventualité d'une Confédération danubienne et balkanique, les rivalités, embûches et rancœurs réciproques de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de la Grèce.

Dans la monarchie albanaise une *convention internationale* de 1921 autorisait le gouvernement italien à intervenir militairement dans le cas seulement où la frontière de ce pays serait menacée de l'extérieur.

En 1926, depuis le premier traité de Tirana, traité italo-albanais, Rome peut et doit intervenir dans la politique intérieure du pays, pour la protéger contre *tout changement, non désiré par l'Italie*.

Le premier traité de Tirana est dû, en partie, d'ailleurs, aux fautes commises par le gouvernement de Belgrade, qui, en 1924, et en violation de ses conventions avec l'Italie, avait favorisé, d'accord avec les banques anglo-saxonnes, le coup de main opéré sur Tirana par les bandes armées d'Ahmed Zogou, chef du parti des Beys et *roi des Albanais* depuis le 1^{er} septembre 1928.

A l'occasion de ce coup de main, la Yougoslavie avait bien gagné quelques villages pris sur le territoire albanais ; les sociétés américaine et anglaise du Standard Oil et de l'Anglo Persian avaient bien gagné le droit d'exploiter